



Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 25 août 2011)

Kenneth Blackman (Porte-parole par intérim de l'ONUCI): Mesdames, Messieurs, Bonjour. Bienvenue à la conférence de presse hebdomadaire de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire.

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, M. Arnaud Akodjénou, continue ses échanges sur le processus de sortie de crise ivoirienne, avec les représentants du Gouvernement, des parties politiques, de la société civile et du corps diplomatique. Au cours de la semaine qui vient de s'écouler, il a rencontré, notamment, une délégation du RHDP, le chargé d'affaires de l'Ambassade d'Afrique du Sud, et le Gouverneur du District d'Abidjan. D'autres rencontres sont prévues dans les jours à venir.

De même, M. Ndolamb Ngokwey, représentant spécial adjoint et coordonnateur humanitaire, a reçu hier une délégation de l'ONG internationale Interpeace, avec laquelle il a échangé sur le processus de réconciliation.

Sur le plan de nos efforts pour contribuer à la sécurité des Ivoiriens, le commandant de la force de l'ONUCI, le Gal. Gnakoudé Béréna, a effectué une mission mardi, 23 août, à Daloa, Duékoué et Toulepleu, dans le but d'évaluer la situation sécuritaire dans l'Ouest. Il a participé à des séances de travail entre les forces impartiales, les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), d'autres représentants de l'Etat, et les dozos. La sécurisation par l'ONUCI des sites abritant les personnes déplacées, la collaboration entre les forces sur le terrain, et la collaboration avec les populations figuraient parmi les thèmes abordés lors des séances de travail. Un certain nombre de défis sécuritaires ont également été évoqués, dont la porosité de la frontière ivoiro-libérienne et les conflits fonciers. Le Gal Béréna a également visité des sites qui abritent les personnes déplacées.

Pour sa part, la force de l'ONUCI a effectué 1.371 patrouilles terrestres et aériennes à travers le pays pendant la semaine qui vient de s'écouler, dans le but de rassurer la population et de contribuer à sa sécurité. Dans la même période, la Force a prodigué des soins médicaux gratuits à 1.155 patients et distribué 24.500 litres d'eau potable aux populations.

L'ONUCI poursuit ses activités visant à encourager la population à participer à la création et au maintien d'un environnement post-crise apaisé sur toute l'étendue du territoire. C'est ainsi qu'une rencontre d'échanges et de sensibilisation est prévue dans les jours à venir, à Dokanou (une localité de la sous-préfecture de Koun Fao), à Goh (entre San Pedro et la Forêt de Tai) et à Duékoué.

A Korhogo, on organise deux ateliers de sensibilisation sur « la pratique de la tolérance politique dans le cadre du processus de réconciliation et du maintien d'un environnement post crise apaisé ». Le premier atelier a lieu aujourd'hui. Il est à

l'intention du Collectif des Unions et Associations de Jeunesse du Département. Le deuxième, prévu mardi 30 août, est destiné au Réseau des Femmes de Korhogo pour la cohésion sociale.

A Séguéla, l'ONUCI et l'ONG Jelcos utiliseront le sport et le théâtre, samedi 27 août, pour sensibiliser les populations à maintenir un environnement post-crise apaisé.

Une séance de sensibilisation sur le même thème sera organisée samedi à Daoukro, avec des associations féminines.

En ce qui concerne la situation des droits de l'homme, notre Division des Droits de l'Homme continue son travail d'enquête et de vérification d'informations concernant des violations des droits de l'homme, y compris par des hommes en armes. Dans la période qui nous concerne, il y a eu notamment, trois cas d'exécutions sommaires imputées aux FRCI : à Sassandra, à San Pedro et à Yopougon-Yaossehi. Les deux éléments des FRCI mis en cause dans le cas de Sassandra ont été arrêtés. Par contre, dans le cas des exécutions perpétrées à San Pedro et à Yopougon, on n'a pas d'informations attestant à des arrestations d'auteurs présumés.

Voilà ce que j'avais pour vous aujourd'hui, si vous avez des questions vous êtes libres de poser vos questions maintenant.

Bidi Ignace (Nord Sud quotidien) : Je sais que les Casques Bleus de l'ONUCI participent à l'élaboration du plan de sécurisation de la frontière ouest entre la Côte d'Ivoire et le Liberia. Je voudrais savoir à quel niveau se situe l'élaboration des plans ? Et de deux, je voudrais savoir pourquoi à ce jour, vous n'avez pas suffisamment d'informations sur les deux cas que vous venez de citer tant à San Pedro qu'à Yopougon sur les assassins présumés des cas que vous avez cités. Merci

KB : Comme vous savez il y a des rencontres fréquentes, régulières entre la force de la MINUL et la Force de l'ONUCI. La sécurisation de la frontière est en cours. Il y a des patrouilles conjointes qui se font de part et d'autre de la frontière par les deux forces. Donc, cette sécurisation est effectivement en cours. Pour ce qui est des exécutions sommaires, ce que je voulais dire c'est qu'on sait que les personnes impliquées dans l'un des cas, dans le cas de Sassandra, ont été arrêtées. Mais on n'a pas d'informations qui attestent de l'arrestation de ceux qui sont impliqués dans les autres villes, dans les deux autres villes. Voilà ce que je voulais dire.

Alain Ayemou (Fraternité Matin) : Bien il y a quelques semaines de cela, le Ministre des Droits de l'Homme ivoirien avait signifié la façon pas aisée selon ses mots de communiquer sur les exactions des FRCI. Et auparavant, vous leur avez signifié cela et c'est ensemble que vous dénonciez les faits. Est-ce que cette fois-ci, vous avez informé le ministère des Droits de l'Homme sur les exactions des FRCI ?

KB : Oui, oui. Donc en vue de mettre un terme à l'impunité, le Ministre de la Justice avait demandé à la Division des Droits de l'Homme de l'ONUCI de l'informer des cas d'exécutions extra judiciaires par exemple. Parce qu'il n'est pas aisé pour un individu ou un service de recevoir toutes les informations sur tous ce qui se passe sur son territoire. Il l'a fait pour que les autorités compétentes puissent prendre des mesures adéquates. Donc la Division des Droits de l'Homme fait parvenir systématiquement au ministre, au ministère, les informations qu'elle recueille.

Uche (News Agency of Nigeria): I have three questions. The first question is I want to know why the UN is not providing security for the former president in Korhogo. The feelers we get now are that security there is completely provided by the FRCI and the place is under the control of a general from what I understand. Next, there are also varied cases of rape going on across the country, apart from the FRCI, there also pointers that some of the military personnel in the UN, under the UN, are also being accused of rape cases. I want to know what the level of investigation inwards is. Then, if you can, please can the spokesman of the UN military on the ground tell us about the strategy for peace in the country and review the situation for us? Thank you.

KB: I don't quite understand your third question.

Uche Egwa: If you can I would want to ask that somebody directly, from those who are on the ground, you know, the military force on the ground if it is possible rise to spokesperson of the military group, if they can tell us what is happening on the ground in terms of security and also the strategy in reconciling the FDS, the FRCI and the gendarmerie. Thank you

KB: Okay Uche. I must say that I was not aware, maybe you have more information than I do, that the UN is not providing security for any of the people who are in the north. As far as I know security is being provided for these persons. However, I shall conduct further investigations to see if the information you have is correct. But to the best of my knowledge we are providing security for the people who are being held or who are in *residence surveillée* in the north. With regard to accusations of rape against UN military personnel, we have said it repeatedly; the United Nations has a policy of zero tolerance for rape, for sexual violence, for sexual exploitation and abuse. Once we are informed of any such cases, we would act immediately on it. First of all to investigate and then to take whatever action or have whatever action that needs to be taken, taken. That I can assure you. With regard to rape committed by other groups within the country, well you say rape, I would include all types of sexual violence and so on, I'm sure very soon you will be able to obtain more information on this from us because that is something that is being investigated, not only by our Human Rights Division, but also by other sections of UNOCI who have some involvement in this issue. Thank you.

Uche Egwa: My last question. What about hearing directly from the horse's mouth in terms of security, the strategy, the terms for reconciliation among the various security forces and what the whole scenario is now in terms law and order and peace and security in the country.

KB: Can I ask your patience? We can give you a comprehensive response to that within a very short period. I must admit that you caught me a bit unawares. If there are no more questions thank you very much. Si il n'y a pas d'autres questions, merci infiniment, a jeudi prochain.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Kenneth Blackman, Porte-parole a.i,
Tél. : +225-06203392 ; Portable : + 225-08071584; Fax : +225-06203305
Email: kblackman@un.org.

<http://www.onuci.org>

